

**LOI N° 2007-036 du 14 janvier 2008**  
Sur les Investissements à Madagascar  
(*J.O. n° 3 178 du 3 avril 2008, p.2951-2960*)

Le Sénat et L'Assemblée Nationale ont adopté en leur séance respective en date du 4 décembre 2007 et du 19 décembre 2007,  
Le Président de la République,  
Vu la Constitution ;  
Vu la Décision n° 02-HCC/D3 du 09 janvier 2008 de la Haute Cour Constitutionnelle ;  
Promulgue la loi dont la teneur suit :

**CHAPITRE I**  
**DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier.** - Définitions

Au sens de la présente loi, on entend par :

**1° « Investissement »** : Ensemble des ressources financières, y compris entre autres les apports en capital, les avances en compte courant et les emprunts affectés à la réalisation d'un projet économique, qu'il soit infrastructurel, commercial, artisanal, de services, agricole, touristique ou industriel, ainsi que les produits réalisés par l'investissement de ces ressources et affectés à la réalisation d'un projet économique.

**2° « Investisseurs »** : Toute personne physique ou morale qui contribue en tout ou partie à l'investissement tel que défini ci-dessus.

**Art. 2.** - Liberté d'investissement

Toute personne physique ou morale, Malgache ou étrangère, est libre d'investir et de s'installer sur le territoire national, dans le respect des lois et règlements en vigueur, sous réserve des dispositions applicables à certains secteurs d'activités qui font l'objet d'une réglementation spécifique. Il s'agit notamment des activités bancaires, d'assurance, minières, pétrolières, de télécommunication, médicales, paramédicales ou pharmaceutiques.

**Art. 3.** - Egalité de Traitement

Les investisseurs étrangers reçoivent le même traitement que celui des investisseurs de nationalité malgache. Ils peuvent librement détenir jusqu'à 100% des parts sociales ou actions de la société dans laquelle ils exercent leurs activités sous réserve des dispositions applicables aux secteurs d'activités qui font l'objet d'une réglementation spécifique tel que ceux énumérés à l'article 2 ci-dessus.

Les dispositions du présent article ainsi que celles de l'article 2 ci-dessus ne portent pas préjudice aux droits et avantages plus étendus auxquels l'investisseur peut prétendre en vertu des accords ou traités conclus entre la République de Madagascar et d'autres pays partenaires.

**Art. 4.** - Protection des droits de propriété

L'Etat garantit le respect des droits de propriété individuelle ou collective.

L'investisseur est notamment garanti contre toute mesure de nationalisation, d'expropriation ou de réquisition, sauf pour cause d'utilité publique légalement prévue. Le cas échéant, l'investisseur bénéficiera d'une juste et préalable indemnisation conformément aux lois et règlements applicables en la matière.

**Art. 5. - Liberté de transfert**

Les investisseurs étrangers sont autorisés à transférer librement à l'étranger sans autorisation préalable tous paiements afférents aux opérations courantes entre autres les bénéfices après impôts, les dividendes, les revenus salariaux, indemnités et épargne des salariés expatriés. Les transactions en capital et opérations financières telles que les cessions d'actions, de parts sociales, de fonds de commerce ou d'actifs, les parts de boni de liquidation, les indemnités d'expropriation sont libres mais doivent être soumises à déclaration auprès du Ministère chargé des Finances. Ces transferts ne peuvent être effectués que par l'entremise des intermédiaires agréés.

**Art. 6. - Stabilité**

L'Etat s'engage à instaurer et à maintenir un environnement favorable à l'investissement, à travers le maintien d'un système fiscal simple, équitable et propice à la croissance pour les investisseurs dans le cadre de la réalisation des projets d'investissement visé par la présente loi.

Les investisseurs jouissant des avantages prévus par la présente loi bénéficieront de toute nouvelle mesure législative ou réglementaire plus avantageuse qui serait adoptée postérieurement à la publication de la présente loi.

Les investisseurs jouissant des avantages prévus par la présente loi continueront à bénéficier de ces avantages, nonobstant toute nouvelle mesure législative ou réglementaire visant à supprimer ou atténuer ces avantages, qui serait adoptée postérieurement à la publication de la présente loi.

**Art. 7. - Lutte contre le VIH/SIDA**

Dans le respect des principes posés par la Loi n° 2005-040 du 20 février 2006 sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection des droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA, toutes entreprises devront mettre en place un programme de sensibilisation /éducation de leurs employés, ainsi que faciliter l'accès de ces derniers au dépistage volontaire de la maladie.

## **CHAPITRE II ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD OF MADAGASCAR**

**Art. 8. - Généralités**

Pour la mise en oeuvre effective de la présente loi et, pour assurer l'instauration et le maintien d'un environnement des investissements favorable à Madagascar, une structure dénommée Economic Development Board of Madagascar (EDBM) a été mise en place.

L'EDBM est chargé de promouvoir, de faciliter et d'accélérer l'approbation de tous les projets d'investissements.

Il reçoit, traite et délivre les différentes pièces administratives nécessaires aux investissements.

A ce titre, il est chargé d'assister les investisseurs dans leurs démarches, de recenser et d'étudier les procédures administratives auxquelles sont assujetties les entreprises et de proposer toute modification visant à l'abrogation, la simplification et/ou la rationalisation de ces procédures.

L'EDBM pourra se voir confier différentes missions et activités destinées à accompagner les investissements.

L'EDBM est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) soumis aux règles du Plan Comptable Général (PCG) en vigueur.

Au sein de l'EDBM, sont représentés selon une logique de « Guichet unique » les différents ministères et collectivités publiques appelés à accorder les visas, permis, licences et autorisations mentionnés à l'article 9.

Ces visas, permis, licences et autorisations demeurent accordés et signés par les Ministres concernés ou leurs délégués ou par toute autre autorité administrative compétente.

#### **Art. 9. - Attributions**

**1-** Facilitation et accélération des procédures administratives nécessaires à la réalisation d'investissement et à la création d'entreprises :

L'EDBM, à l'exception de tout autre service de l'Etat et des collectivités publiques, reçoit les demandes relatives à des projets d'investissement et veille à ce que les représentants des différentes administrations qu'il regroupe procèdent à leur instruction et y réservent les suites voulues dans les meilleures conditions de délai et de transparence.

Doivent notamment être reçues et instruites au sein de l'EDBM les demandes relatives à :

- la délivrance des visas d'entrée et de séjour prorogeables et transformables en visas long séjour, conformément aux dispositions de l'article 15 de la présente loi ;
- la délivrance des visas Professionnels, conformément aux dispositions de l'article 15 de la présente loi ;
- la délivrance des Attestations des Entreprises du régime de Zone franche, conformément aux dispositions de la loi sur les zones et entreprises franches à Madagascar ;
- la délivrance des « Autorisations d'Acquisition Foncières », conformément aux dispositions de l'article 19 de la présente loi ;
- l'Immatriculation, les inscriptions modificatives et la radiation des sociétés au Régistre du Commerce et des Sociétés ;
- l'attribution des identifiants fiscaux et statistiques ;
- la délivrance des licences, permis et autorisations requises par la réglementation relative à l'exercice d'une activité touristique ;
- la délivrance des permis de construire et autorisations d'ouverture d'établissement lorsque ces autorisations sont requises par une réglementation particulière ;
- l'EDBM reçoit les déclarations de cessation d'activité des entreprises. Il reçoit également les décisions de retrait d'autorisation, visa ou permis et, procède à leur notification aux entreprises et investisseurs concernés, avec toutes les conséquences de droit en découlant.

Par exception aux dispositions du présent paragraphe, la création de sociétés civiles ou commerciales, lorsqu'elle ne nécessite aucune formalité autre que l'immatriculation et la délivrance des identifiants fiscaux et statistiques, peut être réalisée auprès des services territorialement compétents à raison du siège social.

**2-** Amélioration du cadre juridique et fiscal des investissements.

En outre, l'EDBM pourra émettre un avis préalable sur tout projet législatif ou réglementaire susceptible d'entraîner une modification du climat des investissements à Madagascar et, ce compris les dispositions de nature fiscale et/ou douanière et les dispositions de la présente loi ou de ses textes d'application. L'EDBM peut également prendre l'initiative de proposer aux autorités compétentes de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

L'EDBM participera également à la négociation de nouveaux traités concernant la protection des investissements, des traités de libre-échange ainsi que des conventions destinées à éviter la double imposition, en étroite relation avec les ministères concernés.

### **3- Résolution des conflits**

L'EDBM pourra intervenir en tant que médiateur dans le règlement des litiges opposant les entreprises ou opposant les entreprises à l'administration, selon une procédure de médiation qu'il établira.

#### **Art. 10. - Délai**

Sauf délai spécifique mentionné à la présente loi et sans préjudice des délais plus courts prévus, le cas échéant, par des textes spéciaux, l'EDBM veille à ce que les autorisations, visas, permis et attestations qui relèvent de sa compétence soient délivrés, dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de la réception des dossiers complets de demande ou qu'une réponse négative soit notifiée dans le même délai. A défaut, l'autorisation, le visa, le permis ou l'attestation sont réputés accordés, sans préjudice des sanctions encourues par l'agent responsable de la délivrance.

Dans ce cas, le demandeur initial peut saisir l'EDBM aux fins de délivrance d'un document attestant du dépôt de la demande initiale et de l'absence de réponse donnée dans le délai de 20 jours et, rappelant les dispositions du présent article, dont il résulte que la décision sollicitée est réputée accordée. L'EDBM est, dans un délai de dix (10) jours suivant la demande qui lui en a été faite, tenu de délivrer ce document, lequel sera opposable à toutes les administrations publiques ainsi qu'aux tiers et tiendra lieu de titre délivré par l'administration compétente, aussi longtemps que celle-ci n'aura pas délivré l'autorisation, le visa, le permis ou l'attestation sollicités.

#### **Art. 11. - Renforcement de la transparence des entreprises**

L'EDBM apporte son appui à la transparence des entreprises telle qu'organisée par le Registre du Commerce et des sociétés en application des articles 5.1 à 6.3 du Code de Commerce.

A cette fin, l'EDBM est chargé de recevoir la part de ressources générées par les déclarations souscrites par les entreprises immatriculées ou par la publication des droits détenus par les tiers sur les biens de l'entreprise, tels que nantissements, privilèges, contrats de crédit-bail et clauses de réserve de propriété et, perçue par les registres locaux à titre de redevance devant être affectée aux moyens d'exploitation et aux amortissements nécessaires. L'EDBM reçoit également les redevances provenant de la consultation individuelle de la base de données du Registre national du commerce et des sociétés, ainsi que de la commercialisation d'ensembles ou de sous-ensembles des données nationales.

L'EDBM a en concertation avec les services compétents du Ministère de la Justice, la responsabilité de décider de l'affectation de ces ressources à la maintenance et aux évolutions du système d'information, ainsi qu'au remplacement des matériels et à la fourniture de consommables pour les sites informatisés.

L'EDBM peut pour ses propres besoins et ceux des investisseurs, consulter directement la base de données du Registre national du commerce et des sociétés. Le greffier affecté auprès de l'EDBM est habilité à délivrer les certificats, copies ou extraits des inscriptions portées au registre, conformément à la réglementation en vigueur et ce, quel que soit le lieu d'immatriculation de l'entreprise concernée.

L'EDBM pourra faire toute proposition concernant les améliorations à apporter au système, ainsi que sur les modifications à apporter au montant des redevances dues au registre du commerce et des sociétés.

Un décret pris en Conseil du Gouvernement précisera les modalités d'application du présent article.

## **CHAPITRE III IMMATRICULATION ET ACTES DES SOCIETES**

### **Art. 12. - Immatriculation des sociétés**

Les sociétés sont immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés sans qu'il soit nécessaire qu'un mandataire social soit résident à Madagascar ou de nationalité malgache. Toutefois, dans un délai de trois mois à compter de l'immatriculation de la société, un au moins de ses mandataires sociaux doit être résident à Madagascar, qu'il soit de nationalité malgache ou étranger titulaire d'un visa de résident ou du récépissé de demande de visa de résident. A défaut, la société s'expose à voir remis en cause les avantages dont elle bénéficie, notamment en ce qui concerne le statut d'entreprise franche ou l'accès à la propriété foncière. Sa dissolution pourra également être demandée par tout intéressé, conformément aux règles de droit commun régissant les irrégularités de constitution des sociétés commerciales.

### **Art. 13. - Enregistrement des actes des sociétés**

A l'exception des actes constatant la formation, la prorogation, la transformation ou la dissolution d'une société, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de son capital, les actes des sociétés ne sont pas obligatoirement soumis à la formalité de l'enregistrement. Ces actes sont recevables en l'état par tous les services administratifs et notamment par le Registre du Commerce et des Sociétés. Les énonciations des actes produits et, notamment la date dont ils sont revêtus, font foi, selon les cas, jusqu'à preuve de contraire ou jusqu'à inscription de faux. Aucune publication dans la presse écrite n'est requise antérieurement à l'immatriculation de la société.

### **Art. 14. - Suppression de l'obligation de la légalisation des signatures**

Les contrats, actes, procès-verbaux ou documents nécessitant l'accomplissement d'une formalité administrative d'enregistrement, de transcription, de publication, de dépôt ou autre ne sont soumis à aucune procédure de légalisation ou reconnaissance de la signature des parties.

L'authenticité des signatures qui les revêtent fait foi jusqu'à preuve du contraire.

La présente disposition ne s'applique pas aux conventions qui constatent la transmission par vente de biens immobiliers ou la constitution de baux emphytéotiques.

## **CHAPITRE IV VISAS ET AUTORISATIONS D'EMPLOI**

### **Art. 15. - Prorogation et transformation des visas d'entrée et de séjour des investisseurs**

La prorogation des visas d'entrée et de séjour délivrés à la frontière par les services du Ministère chargé de l'Intérieur, ainsi que la transformation de ces visas en visa professionnel, sont effectuées au niveau de l'EDBM.

### **Art. 16. - Visa de résident de catégorie Professionnelle**

Il est créé un visa immigrant dit « Visa Professionnel » octroyé à tous investisseurs étrangers, qu'ils soient liés à une entreprise malgache par un contrat de travail ou exercent au sein de cette entreprise un mandat social tel que gérant, directeur général, directeur général adjoint, administrateur général, président du conseil d'administration ou président directeur général. Ce visa est délivré au niveau de l'EDBM pour le compte du Ministère de l'Intérieur.

Ce visa Professionnel autorise de plein droit son détenteur à résider et à travailler légalement sur tout le territoire Malgache sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autorisation d'emploi à laquelle ce visa se substitue.

Le visa professionnel est valable pour trois (3) ans à compter de la date du récépissé de la demande.

Ce visa, une fois accordé, vaut titre de séjour. Par ailleurs, une carte de résident est délivrée conformément à la législation en vigueur.

La demande de renouvellement du visa doit se faire dans un délai de un (1) mois avant la date d'expiration.

Le conjoint et les enfants à charge du titulaire reçoivent automatiquement les mêmes droits et pour une durée identique.

#### **Art. 17. - Liberté de recrutement et de licenciement des salariés expatriés**

Toute entreprise est libre de recruter et de licencier des salariés expatriés spécialisés dont elle a besoin pour la bonne marche de l'entreprise.

Les contrats de travail des salariés expatriés peuvent valablement déroger à certaines dispositions du Code du Travail et de la réglementation sociale en ce qui concerne :

- l'affiliation à un organisme de sécurité sociale agréé à Madagascar ;
- l'affiliation à un SMIE ;
- la durée et les motifs de recours à un contrat à durée déterminée ;
- les règles applicables en matière d'embauche.

Les modalités pratiques des cas de dérogations mentionnés ci-dessus seront fixées par voie réglementaire.

Ces dérogations ne peuvent avoir pour effet de porter atteinte aux droits fondamentaux des salariés tels que reconnus par les Conventions et Accords Internationaux auxquels Madagascar est partie.

Ces salariés expatriés spécialisés bénéficient automatiquement d'un visa de résident professionnel.

## **CHAPITRE V ACCES A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

#### **Art. 18. - Accès des investisseurs étrangers à la propriété immobilière**

**a.** Les sociétés de droit malgache dont la gestion est placée sous le contrôle d'étrangers ou d'organismes dépendant eux-mêmes d'étrangers au sens de l'art 22 modifié de l'Ordonnance n° 62-041 du 19 septembre 1962 relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé sont autorisées à acquérir des biens immobiliers sous réserve de remplir les deux conditions cumulatives suivantes :

- les sociétés doivent avoir obtenu auprès de l'EDBM, préalablement à la conclusion finale de tout acte translatif de propriété immobilière, une autorisation dite « Autorisation d'acquisition foncière » laquelle sera délivrée dans les conditions fixées à l'article 19 ci-après ;
- les biens immobiliers doivent être affectés exclusivement et de façon continue à l'exercice d'une activité commerciale, notamment industrielle, touristique ou de service ou d'une activité agricole ou halieutique. L'activité commerciale ne peut consister dans l'acquisition de l'immeuble en vue de sa revente, en l'état ou après réalisation d'aménagements ou de constructions.

**b.** Les personnes physiques ou morales étrangères ne peuvent accéder directement à la propriété foncière. Toutefois, elles peuvent librement et sans autorisation préalable contracter un bail emphytéotique, d'une durée maximale de quatre-vingt-dix-neuf ans, renouvelable.

**Art. 19.** - Autorisation d'acquisition foncière

**1.** L'autorisation d'acquisition foncière est délivrée au niveau de l'EDBM agissant pour le compte du Ministère chargé des Domaines, sur demande de l'investisseur, lequel, à cette fin, dépose un dossier auprès de l'EDBM contenant les pièces suivantes :

- demande écrite présentée sur un formulaire imprimé remis par l'EDBM ;
- présentation de l'activité projetée et des motifs justifiant l'acquisition de l'immeuble destiné à son exercice ;
- Certificat de situation juridique de l'immeuble dont l'acquisition est envisagée si l'immeuble est déjà immatriculé ou cadastré ;
- et toutes autres pièces requises, selon les cas, par l'administration en charge des Domaines, au soutien d'une demande d'acquisition d'un immeuble.

L'EDBM remet au requérant un récépissé de dépôt du dossier.

**2.** Ladite autorisation ne constitue en aucun cas, un titre de propriété sur l'immeuble qui en est l'objet, mais seulement le document permettant aux parties de procéder aux formalités légalement prévues pour la cession d'un immeuble.

**3.** Le bien immobilier acquis sur Autorisation d'acquisition foncière peut librement être cédé ou transféré, à l'exception des cessions ou transferts au bénéfice de personnes étrangères.

Le bien peut également être cédé à des sociétés de droit malgache dont la gestion est placée sous le contrôle d'étrangers ou d'organismes dépendants eux-mêmes d'étrangers, sous réserve de l'obtention d'une Autorisation d'acquisition foncière délivrée conformément aux dispositions de l'article 17 ci-dessus et du présent article.

**Art. 20.** - Retrait de l'autorisation d'acquisition foncière

L'autorisation d'acquisition foncière peut être retirée dans les cas suivants :

- non-respect des conditions fixées pour l'obtention de l'autorisation foncière et, notamment la modification, sans autorisation préalable, des conditions d'utilisation du terrain pour d'autres fins que celles du projet d'investissement ;
- absence de réalisation du projet d'investissement, dans un délai de six mois à compter de l'émission du titre de propriété. Au sens du présent paragraphe, la réalisation du projet d'investissement s'entend, selon les cas, du démarrage effectif de l'activité, de l'engagement des travaux de construction ou d'aménagement prévus ou de l'accomplissement des procédures administratives, financières ou commerciales nécessaires au lancement de l'activité.

Préalablement au retrait d'autorisation d'acquisition foncière, l'investisseur doit avoir été mis en mesure de présenter ses observations écrites ; au vu des observations fournies, un délai de régularisation n'excédant pas trois (3) mois pourra être accordé.

Le retrait de l'autorisation d'acquisition foncière emporte de plein droit annulation du droit de propriété et transfert de l'immeuble et des aménagements dont il a bénéficié au domaine privé de l'Etat, sans indemnisation d'aucune sorte. Les installations, les équipements industriels, les

machines demeurent toutefois la propriété de l'investisseur qui est tenu, sauf accord contraire, de les récupérer.

Le retrait de l'autorisation d'acquisition foncière est constaté par arrêté motivé du Ministre chargé des Domaines, sur la demande de l'EDBM ou de toute personne justifiant d'un intérêt à cette fin. L'arrêté doit mentionner les éléments établissant le non-respect par l'investisseur des conditions à la délivrance de l'autorisation ou des obligations mises à sa charge.

Il en est de même des biens appartenant à des tiers et, notamment à des institutions de crédit-bail.

## **CHAPITRE VI REGLEMENTS DES LITIGES**

### **Art. 21. - Règlement des Litiges**

Les différends entre investisseurs nationaux et l'Etat relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente loi sont soumis aux juridictions compétentes malgaches, à moins que les parties n'aient convenu ou ne conviennent de recourir à un autre mode de règlement des différends.

Les différends entre investisseurs étrangers et l'Etat relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente loi sont réglés conformément à une procédure juridictionnelle ou d'arbitrage découlant :

- des Accords et traités relatifs à la protection des investissements conclu entre l'Etat malgache et l'Etat dont l'investisseur étranger concerné est ressortissant ou à défaut ;
- de la Convention Internationale pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats ratifiée par la loi n° 66-011 du 05 juillet 1966.

Toutefois, s'il est demandeur à la procédure, l'investisseur étranger peut, en lieu et place de la procédure d'arbitrage susvisés, librement choisir de soumettre aux juridictions compétentes malgaches le différend qui l'oppose à l'Etat.

## **CHAPITRE VII DISPOSITIONS FINALES**

### **Art. 22. - Dispositions diverses**

Sont abrogés :

- Les articles 2 à 6 de la loi n° 96-015 du 13 août 1966 portant abrogation de la loi n° 89-026 du 29 décembre 1989 relative au Code des Investissements et fixant les garanties générales des investissements à Madagascar ainsi que les textes d'application y afférents ;
- Les articles 11, 11 bis et 11 ter de la loi n° 62-006 du 06 juin 1962 modifiée, fixant l'organisation et le contrôle de l'immigration ;
- Les articles 10, 11 et 16 de la loi n° 2004- 052 du 28 janvier 2005 sur le crédit bail ; ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi.

Sont rétablis : les articles 18 et 19 du décret n° 99-717 du 08 septembre 1999 sur la publicité du crédit mobilier dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2004-052 sus visée.

**Art. 23. -** Des textes réglementaires détermineront les modalités d'application nécessaire à l'application de la présente loi.

**Art. 24.** - La présente loi entrera en vigueur après sa promulgation par le Président de la République et dès sa publication par radiodiffusée ou télévisée ou affichage ou toute autre mode de publication, indépendamment de son insertion au *Journal officiel* de la République. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le 14 janvier 2008

Marc RAVALOMANANA

---

**LALANA LAHARANA FAHA-2007-036**  
momba ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara  
(*J.O. n° 3178 du 03/04/08, p. 2951*)

ny Antenimerandoholona sy ny Antenimerampirenena no nandany tamin'ny fivoriana nataony avy ny 4 desambra 2007 sy ny 19 desambra 2007.

Ny Filohan'ny Repoblika,

Araka ny Lalàmpanorenana,

Araka ny fanapahana laharana faha-02-HCC/D3 tamin'ny 09 janoary 2008 nataon'ny Fitsrana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

Nio mamoaka hampana-kery ny lalàna izay toy izao ny andinindiny:

**TOKO VOALOHANY**  
**Fepetra ankapobeny**

**Andininy voalohany – Famaritana**

Araka ny hita amin'ity lalàna ity, ny antsoina hoe:

1° « Fampiasam-bola » Vondron'ny loharanon-bola rehetra, tafiditra ao anatin'izany ireo taratasy fifanekena momba ny vola, ireo famoaham-bola mialoha ao amin'ny kaonty andavanandro sy ireo fampindramana manokana ho amin'ny fanatanterahana ireo tetik'asa ara-toekarena, izay tsy ara-drafitra, ny varotra, ny asa tanana, ireo sampan-draharaha momba ny fambolena, ny fizahan-tany na ara-indostrialy, ary koa ireo vokatra rehetra azo avy amin'ny fampiasam-bola ho an'ny loharano izay atokana ho fanatanterahana ny tetik'asa ara-toekarena.

2° « Mpampiasa vola » Ny olona rehetra hita vatana na saina efa nandoa ny rehetra na ampahany amin'ny fampiasam-bola izay efa voafaritra tetsy ambony.

**Andininy-2 : Fahalalahana amin'ny fampiasam-bola**

Ny olona rehetra hita vatana na saina, teratany Malagasy na vahiny, dia malaka amin'ny fampiasam-bola sy mipetraka eto amin'ny tanim-pirenena eo amin'ny fanajana ireo lalàna sy fitsipika manan-kery, ho fametrahana ireo fepetra nampiharina tamin'ireo sehatr'asa sasatsasany, izay mametraka fitsipika manokana. Tafiditra anatin'izany indrindra indrindra ireo asa sahanin'ny banky, ny fiantohana, harena an-kobon'ny tany, ny solika, ny fifandraisana, ny fitsaboana, ny ara-pitsaboana na ara-panafody.

**And. 3 - Fitoviam-pitondrana .**

Ireo mpampiasa vola vahiny dia mitovy fitondrana amin'ireo mpampiasa vola teratany Malagasy. Afaka mitazona malalaka hatramin'ny zato isan-jato amin'ireo anjara ara-tsosialy na petra-bola ho an'ny fiaraha-monina izay anatanterahana ireo asany, araka ireo fepetra hampiharina amin'ny sehatr'asa izay manao ho anto-javatra ny fitsipika manokana araka ireo voalaza ao amin'ny andininy faha-2 etsy ambony.

**And. 4 - fiarovana ireo zon'ny fananana**

Ny Fanjakana dia miantoka ny fanajana ireo zon'ny fananana manokana na iombonana.

Ny mpampiasa vola dia mitahy indrindra indrindra ny antoka amin'ireo fepetra fandraisana ho fananam-panjakana, fakana na fangathana ataon'ny manam-pahefana, ankoatra ny filazana azy ho amin'ny tombotsoam-bahoaka voalaza mialoha. Raha toa ka misy izany, ny mpampiasa

vola dia hahazo tambiny fotsiny araka ny lalàna sy ny fitsipika nampiharina momba izany.

#### **And. 5 – Fahalalahan'ny famindrana**

Ny mpampiasa vola vahiny dia omem-pahefana ny amin'ny famindrana malalaka any ivelany tsy ombam-panomezanan-dalàna mialoha ny fandoavam-bola rehetra momba ny raharaha andavanandro ankoatra ny tombom-barotra aorian'ny hetra, ny anjara zana-bola, ny hetra alaina amin'ny karama, ny tambiny sy ireo tahirin'ny vola karama aondrana any ivelany.

Ny fifanarahana ara-bola sy ny raharaha momba ny vola toy ny fanomezana petra-bola, ny anjara noetin'ny tsirairay, ny renivola noetina miasa na nampiasaina, ny anjara tombony eo amin'ny fanilihana, ny vola tambiny ho an'ny fandroahana dia malalaka nefa tokony hanaovana filazana ihany eo anatrehan'ny Minisitery miandraikitra ny Fitantanam-bola.

Io famindrana io dia tsy azo atao afa-tsy amin'ny alalan'ny fanelanelanana nankatoavina.

#### **And. 6 - Fahamarinan-toerana**

Ny Fanjakana no miandraikitra ny fametrahana sy ny fitazonana ny tontolo manodidina izay ilaina amin'ny fampiasam-bola, ampandalovina amin'ny fitazonana ny hetra amin'ny fomba tsotra, tsy mitanila sy mitsimbina amin'ny tombony ho an'ny mpampiasa vola eo amin'ny sehatra ho fanntaterahana ny vinavinan'asa fampiasam-bola voamarina ato anatin'ny lalàna ity.

Ny mpampiasa vola mahazo ireo tombotsoa voalaza ato anatin'ny lalàna ity dia hahazo tombony amin'ireo fepetra vaovaovao noraisina momba ny lalàna n any fitsipika manatombo kokoa izay ho ekena aorian'ny famoahana izao lalàna izao.

Ny mpampiasa vola mahazo ireo tombotsoa voalaza ato anatin'ity lalàna ity dia hitohy hahazo tombony, na dia eo aza ireo fepetra vaovao vao noraisina momba ny lalàna na ny fitsipika izay mikendry mba hanafoana ireo tombotsoa ireo izay hanan-kery aorian'ny famoahana an'ity lalàna ity.

#### **And. 7 - Fiarovana amin'ny VIH/SIDA**

Ho fanajana ireo fombafomba napetraky ny lalàna laharana faha-2005-040 tamin'ny 20 febroary 2006 ho an'ny ady atao amin'ny VIH/SIDA sy ny fiarovana ny zon'ny olona mitondra ny tsimok'aretina VIH/SIDA, ny Orinasa rehetra dia hametraka amin'ny toerany ny fandaharanasa fanentanana / fampianarana ny mpiasany, ary koa hamoraina ny fanaovan'ireto farany ireto ny fitiliana an-tsitrapo ny aretina.

### **TOKO II**

#### **Filan-kevitra ny fampandrosoana**

#### **Ny toek'arenan'I Madagasikara**

#### **Andininy-8 : Ny ankapobeny**

mba hampndehanana tanterak an'ity lalàna ity, sy mba hiantohana ny fananganana sy ny fitazonana ny fahombiazanan'ny tontolon'ny fampiasam-bola eto Mdagasikra dia misy rafitra Iantsoana hoe: Filankevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'I Madagasikara (EDBM) napetraka.

Ny EDBM dia miandraikitra ny fampiroboroboana, ny fanamorana sy ny fanafaiganana ny fankatoavana ireo tetik'asa momba ny fampiasam-bola.

Izy dia mandray manao ny asa sy manome ireo karazan-taratasim-panjakana ilaina amin' ireo fampiasam-bola.

Amin'izany, izy dia miandraikitra ny fanatrehana ireo mpampiasa vola momba ny fandehan'ny raharaha, ny fanisana sy manao ny fanadihadiana momba ny fombafomba ara-panjakana izay hitantanana ny orinasa sy manoro hevitra amin'ireo fanaovana mikasika ny fanafoanana, ny fanamorana sy/ na famotopotorana an'ireo fombafomba arahina.

Ny EDBM dia mety ametrhana fitokisana amin'ireo karazana iraka sy asa voatondro amin'ny fampiharana ny fampiasam-bola.

Ny EDBM dia Orinasam-panjakana manana endrika taozava-baventy sy ara-barotra (EPIC), manaiky ireo fitsipika ao amin'ny Drafitry ny Fitanan-kaonty Ankapobe (PCG) manna-kery. Eo anovon'ny EDBM dia misolontena araky ny fandehan'ny "toerana manokna" isantsokajin'ny Minisitery sy Vondrombahoakam-panjakana izay antsoina mba hankato ny fanamarinan-tsonia nomena alàlana, nahazo alalana sy fanomezan-dàlana voalaza ao amin'ny andininy faha-9.

Ireo fanamarinan-tdonia, nomena alàlana sy nahazoan-dàlana dia mijanona nekena sy vita soian'ireo Minisitry voakasika na ireo nomena fahefana mahefa na amin'ireo manam-pahefana ara-panjakana mahefa.

### **And. 9 – Momba ny anjara andraikitra**

1- Fanamorana sy fanafainganana ny fombafomba ara-panjakana ilaina amin'ny fanatanterahana ny fampiasam-bola sy amin'ny fananganana orinasa

Ny EDBM, afa-tsy ireo saram-draharaha hafa ao amin'ny Fanjakana sy ireo vondrombahoakam-panjakana dia mandry ny fangatahana mikasika ny tetik'asa momba ny fampiasam-bola, sy mitandro mba ho ireo solontenan'ireo karazam-pitondram-panjakana izay nakambana no manaraka ny toromarika sy mahafantatra ny niafaran'ny zavatra ilaina ao anatin'ny fepetra mahomby momba ny fe-potoana sy ny mangarahara.

Tsy maintsy raisina sy dinihina indrindra eo anivon'ny EDBM ny fangatahana mikasika :

- ny fanomezana fanamarinan-tsonia sy fipetrahana hitoetra azo halavaina sy azo ovana ho fanamarinan-tsonia momba ny asa, araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-15 amin'ity lalàna ity.
- Ny fanomezana ny fanamarinan-tsonia ho amin'ny asa aman-draharaha, araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-15 amin'ity lalàna ity;
- Ny fanomezana Fanamarinana ny Orinasa ny satan'ny orinasa afa-kaba araka ireo fepetra voalazan'ny lalàna mikasika ny faritra afa-kaba eto Madagasikara;
- Ny fanomezana "Fahazahoan-dàlana Hahazo Tany" araka ireo fepetra voalazan'ny andininy faha-19 amin'ity lalàna ity;
- Ny fanoratana amin'ny rejisitry ny fanjakana ny fanoratana anarana ovana sy ny fanafoanana ny sosaiety ao amin'ny Rejisitry ny Varotra sy ny Sosaiety;
- Ny anjara andraikitra hamantarana azy momba ny hetra sy ny statistika;
- Ny fanomezana ny fahazoan-dàlana ny nahazoana alàlana, ny fanomezana nekena avy amin'ny fitsipika mandritra ny taom-piasana nanaovana ny asa momba ny fizahantany;
- Ny fanomezana alalana hanorina trano sy fanomezan-dàlana hanorina orinasa, raha ohatra ka ireo fahazahoan-dàlana ireo ka nekena avy amin'ny fitsipika manokana;

Ny EDBM dia mahazo ny fanambarana ny fitsaharan'asa avy amin'ny orinasa. Izy dia mandray fanapahan-kevitra ihany koa amin'ny fisintonana ny fahazoan-dàlana, ny

fanamarinan-tsonia n any fahazoana alàlana sy manao ireo fombafomba fampahafantarana an'ireo orinasa sy ireo mpampiasa vola voakasik'izany sy ireo fara-hevitra momba ny zo.

Afa-tsy ireo fepetran'ity paragrafy ity, ny famoronana sosaiety sicily na ara-barotra, raha ohatra ka tsy misy ilaina ny fombafomba ankoatra ny fanononasy fanomezana ny fanavahana azy ara-ketra sy statistika, raha azo atao dia tanterahana eo anivon'ny sampan-draharaha miadidy ny faritra mahefa amin'ny foiben-toerana sosialy.

2. Fanatsarana ny tontolon'ny lalàna sy ny hetran'ny fampiasam-bola

Ankoatr'izany, ny EDBM dia afaka manaparitaka ny heviny mialloha eo amin'ny vinavina momba ny lalàna na fitsipika ara-dàlana izay azo itarina ny fanaovana ny toetran'ny fampiasam-bola eto Madagasikara, sy ao anatin'ny fepetran'ny natioran'ny hetra sy/na haban-tseranana ary ny fepetran'ity lalàna ity n any rijan-teny fampiharina azy. Ny EDBM dia afaka mandray andraikitra ihany koa amin'ny fanolorana soso-kevitra ho an'ny manam-pahefana mahefa amin'ireo fepetra vaovao mikasika ny lalàna sy ny fitsipika.

Ny EDBM dia handray anjara ihany koa amin'ny fifampiraharana amin'ny fifanekena vaovao mikasika ny giarovana ny fampiasam-bola, ny fifanekena momba ny fifanakalozana malalaka ary koa ny fafanarahana natokana hisorohana ny fandoavanna hetra indroa, mifandray akaiky amin'ny Minisitara voakasika.

3. Ny famahana ny fifanolanana

Ny EDBM dia afaka manelanelana noho izy mpanelanelana ao amin'ny fitsipik'ireo fifandirana mampifanitra ny orinasa na mapifanohitra ny orinasa amin'ny fitondram-panjakana, araka ny fombafombam-pamelanelanana napetrany

And. 10. – Fe-potoana.

Afa-tsy raha misy fe-potoana manokana voamarika amin'ity lalàna ity sy tsy misy fiantraikany amin'ny fe-potoana tena fohy voalaza raha misy izany, amin'ny aàlan'ny rijan-teny manokana, ny EDBM dia mikarakara ny fanomezan-dàlana, fanamarinan-tsonia, taratasy fahazahoana alàlana sy ny fanamarinana izay ananany fahefana nomena ao antin'ny fe-potoana roapolo (20) andro manaraka ny fanondroanandro manomboka ny fandraisan'ny taratasim-pangatahana feno, n any valiny fandavana izay nampahafantarina tamin'io fe-potoana io. Raha tsy misy izany, ny fahazoan-dàlana, ny fanamarinin-tsonia, ny fanomezan-dàlana n any taratasy fanamarinana dia ekena, na dia eo, azan y sazy mety hiantraika avy amin'ny tompon'andraikitra ny fanomezana.

Noho izany ireo izay mangataka voalohany dia afaka mihazona ny EDBM mba hanomezany ny antontan-taratasy manmarina ny fametrahana ny fangatahana voalohany sy nyh tsy fisian'ny valinteny mandritry ny roapolo (20) andro. Ny EDBM dia tsy maintsy manome io taratsy firaketana io, ao anatin'ny fe-potoana folo (10) andro manaraka ny fangatahana izay nataony momba izany, izay azo toherina any amin'ny fitondram-panjakana rehetra ary koa ny olon-kafa ary ho titra nomen'ny fitondran-draharaha mahefa, na rahoviana na rahoviana anomezany ny fahazoan-dàlana, ny fanamarinan-tsonia, ny fanomezan-dàlana n any taratasy fanamarinana nangatahina.

And. 11.- Fanamafisanba ny mangrahara ny orinasa

Ny EDBM dia manohana ny fangaraharanan'ny orinasa izay nalamina avy amin'ny Registry ny varotra sy ny sosaiety ho fampiharana ny andininy faha-5.1 hatramin'ny faha-6.3 amin'ny Fehezan-dalàna momba ny varotra.

Noho izany ny EDBM dia miandraikitra ny fandraisana anjara ny petra-bola fampiasa amin'ny fahasahiranana eo amin'ny fanambarana voasoratra ny Orinasa voamarika na haely ny zony azony amin'ny olona hafa eo amin'ny fanan'ny orinasa, toy ny fanekena misy antoka, tombotsoa fifanekena fampitrosana fampanofanana sy teny famaeafarana momba ny tahiry amin'ny tompony, sy voaray amin'ny rejisitra eto an(toerana mitondra ny tamberim(bidy alefa amin'ny fahazoana mpampiasa olona hafa izay tokony sy fihenana tena ilaina. Ny EDBM dia mandray ny tamberim-bidy avy amin'ny filan-kevitra ho an'olon-tokana

ny fototra hiaingana ny rejisi-pirenena ny varotra sy ireo society arykoa ny raharaham-barotra ikambanana na ao anatin'ny zana-pikambanan'ny antontanisam-pirenena.

Ny EDBM dia manao fihaonambe miaraka amin'ny sampan-draharaha mahefan'ny Minisiteran'ny Fitsarana, ny tompon'andraikitra mpanapa-kevitra amin'ny fanokananaireo loharanom-bola ireo amin'ny fitàna sy mlin'ny fivoaran'ny rafitra momba ny fampahalalam-baovao, ary koa ny fanoloana ny fotaovna sy ny kojakoja fampiasa amin'ny rijan'teny informatika.

Ny EDBM dia afaka, ho an'ny filàny manokana sy ny an'ireo mpapiasa vola, mijery mivantana ny tahirin'antontan'isa ao amin'ny Rejisitra momba ny varotra sy ny sosaiety eto amin'ny Firenena. Ny mpiraki-draharaha nampiandraiketina asa ao amin'ny EDBM dia afaka manome ny taratsy fanamarinana, kopia na tsoastoratra nosoratana tao amin'ny rejisitra, araka ny fitsipika manna-kery, ary izany, na taiza ny fanoratana am-boky ny fanjarianasa voakasika. Ny EDBM dia mety hanao tolo-kevitra rehetra mikasika ireo fanatsarana ho entina amin'io fombafomba io, sy ireo fanovana ho atao amin'ny tetibidin'ireo vola tsy maintsy haloa amin'ny rejisitry ny varotra sy ireo sosaiety.

Ny didim-panjakana raisina eo anivon'ny Filan-kevitra ny Governemanta no hanondro mazava ireo fombafomba fampiharana ity andininy ity

### **TOKO III**

#### **Fanoratana amin'ny rejisitry ny fanjakana sy taratasin'ireo sosaiety**

##### **And. 12. – Fanaoratana amin'ny rejisitra ny sosaiety**

Ireo sosaiety dia soratana amin'ny Rejisitry ny Varotra sy ny Sosaiety tsy liana, na monina eto Madagasikara na zanatany Malagasy ny nomen'ny fikambanana fahefana. Na izany aza, ao anatin'ny fe-potoana telo volana manomboka amin'ny fanoratana amin'ny rejisitry ny fanjakana ny sosaiety iray fara-fahakeliny amin'ireo masoivoho sosialy dia tsy maintsy monina eto Madagasikara, na zanatany Malagasy na vahiny manana ny sonia fanamarinana ny maha sarimonina na tapakila fangatahana ny sonia fanamarinana sarimonina. Raha tsy izany, dia voatohintohina ireo tombotsoa izay azon'ny sosaiety indrindra indrindra mikasika ny satan'ny orinasa afa-kaba na fahazoana ny fananana tany. Ny fandravana azy dia mety angatahan'ireo manana anjara, araka ny lalàna iombonanana mifehy ny tsy ara-dalàna amin'ny fanorenana ny sosaiety ara-barotra.

##### **And.13. - Fanoratana amin'ny rejisitry ny taratasy'ireo sosaiety**

Afa-tsy ireo asa ahitana fototra ny fiofanana ny fanalavana, ny fiovana na ny fandravana ny sosaiety, ny fampitomboana, ny fandoavana ny renivola tsikelikely na ny fampihenana ny renivola, ny taratasin'ireo sosaiety dia tsy voatery anaovana fombafomba amin'ny fanoratana amin'ny rejisitry. Ireo taratasy fanoratana dia azon'ny sampan-draharaham-panjakana ary indrindra indrindra ny Rejisitry ny Varotra sy ny Sosaiety raisina amin'izao.

Ny filazana ny taratasy novokarina, ary indrindra indrindra ny daty izay entiny, dia manankery, arakarak'ireo trangan-javatra misy, mandra-pisian'ny porofo mifanohitra amin'izany na mandra-pisian'ny hosoka. Tsy misy famoahana amin'ny gazety an-tsoratra takiana alohan'ny fanoratana amin'ny rejisitry ny fanjakana ny sosaiety

##### **And. 14. - Fanafoanana ny tsy maintsy hanamarinana ny sonia :**

Ireo fifanarahana, taratasy fanoratana, fitanana an-tsoratra na antontan-taratasy mitaky ny fanatanterahana ny fombafomba ara-panjakana ny fanoratana amin'ny rejisitra, ny fandikan-tsoratra, ny famoahana ampahibemaso, ny fametrahana na hafa dia tsy anaovana fombafomba fanamarinan-tsonian'ireo mpandray anjara.

Ny fahamarinan'ireo sonia izay misy dia manna-kery mandra pisian'ny porofo mifanohitra amin'izany.

Ity fepetra ity andininy ity dia tsy mihantraamin'ny fifanarahana izay mahita fototra ny fifindrana amin'ny alalan'ny famarotana fanana-mifaka na fanaovana ny fanofana maharitra momba ny tany.

#### **TOKO IV**

#### **Sonia sy fahazoan-dàlana amin'ny asa**

**And.15. - Fanalavana sy fanovàna ny fahazoan-dàlana mpampiasa vola hiditra sy hitoetra .**

Ny fanalavana ireo fahazoan-dàlana hiditra sy hitoetra omen'ny sampan-draharahan'ny Ministera miandraikitra ny Atitany eo amin'ny sisin-tany, ary koa ny fanovàna an'ireo fahazoan-dàlana ireo ho fahazoan-dàlana ho matianina dia atao eo anivon'ny Filan-kevitra ny EDBM.

**And. 16. -Fahazoan-dalana sarimonina isaky ny sokajin'asa aman-draharaha.**

Naorina ny fahazoan-dàlan'ny mpifindra monina atsoina hoe « fahazoan-dàlana amin'asa aman-draharaha » omena an'ireo mpamatsy vola vahiny na voafatotra amin'ny orinasa Malagasy amin'ny alàlan'ny fifanarahana arak'asa na manatontosa eo anivon'ny orinasa ny asa sosialy tahaka ny mpitantana. Tale jeneraly, Tale jeneraly lefitra, mpihevi-draharaha ankapobeny, filohan'ny filankevi-pitondrana na filoha sady tale jeneraly. Io fahazoan-dalana io dia omena eo anivon'ny EDBM ho an'ny Minisitera ny Atitany.

Ny sonia fanamarinana maha-mpiasa dia manome avy hatrany ny mpitazona azy hitoetra sy hiasa ara-dalàna manerana ny faritany Malagasy tsy ilana fahazoan-dàlana hiasa izay soloin'io fanomezan-dàlana io.

Ny sonia fanamarinana ny maha-mpiasa dia manna-kery mandritry ny telo (3) taona manomboka amin'ny vaninandron'ny tapakilan'ny fangatahana.

Io sonia fanamarinana io, rehefa nekena indray mandeha, dia heverina ho fahazoan-dàlana ipetraka eo an-toerana. Ankoatr'izany ny karatra maha-ponina dia omena araka ny lalàna manan-kery.

Ny fangatahana fanavaozana ny sonia fanamarinana dia tsy maintsy atao ao anatin'ny iray (1) volana alohan'ny daty fahataperany.

Ny vady sy ireo zanaka iandraieketan'ny tompon'ny fahazoan-dàlana dia mahazo avy hatrany ireo zo mitovy aminy tompon'ny fahazahoan-dàlana.

**And. 17. - Fahalalahana fandraisana sy fanalana ireo mpiasa voaroaka amin'ny tanindrazana**

Ny Orinasa rehetra dia malalaka amin'ny fakana sy fandroahana ireo mpiasa manam-pahaizana manokana hiala amin'ny tanindrazana izay ilainy fampandehanana tsara ny orinasa.

Ny fifanarahana ara-asa amin'ireo mpiasa mpiasa voaroaka hiala amin'ny tanindrazana dia mety hiova amin'ireo fepetra sasantsasany amin'ny lalana mifehy ny asa sy ny lalana sosialy momba ny :

- ny fikambanany amin'ny antokon-draharahan'ny fiarovana ara-tsisialy nankatoavina teto Madagasikara ;
- ny fikambanany amin'ny SMIE ;
- Ny faharetany sy ny antonyfangatahana ho fifanarahana amin'ny fotoana voafetra ;
- ireo fitsipika ampiarina amin'ny fakana olona ho mpiasa.

Ireo fombafomba fampihatra amin'ireo sehatra ny fanovana voalaza eo ambony dia ho raiketina amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Ireo fanovana dia tsy tokony hisy fiantraikany amin'ny lalana fototra momba ny mpiasa araka ny naneken'ireo Fifanekena sy Fifanarahana Iraisam-pirenena izay nandraisan'i Madagasikara anjara.

Ireo mpikarama voaroaka hiala, manam-pahaizana manokana dia mahazo ny tombontsoan'ny fahazoan-dalana ho mpiasa mitoetra eto an-toerana.

## **TOKO V**

### **Fahazoana ny tany fiandraiketana**

#### **And. 18. – Fahazahoan'ny mpamatsy vola vahiny ny fananana**

a- Ireo sosaiety fehezin'ny lalana Malagasy izay apetraka eo ambany fanarahamason'ny vahiny na rats-mangaika miankina amin'ny vahiny araka ny andininy faha-22 novan'ny Hitsivolana laharana faha-62-041 tamin'ny 19 septambra 1962 mikasika ireo fepetra ankapobe momba ny lalana anatin'ny sy ny lalana iraisam-pirenena momba ny isambatan'olona, dia mahazo alalana hahazo ny tany raha mahafeno ny fepetra roa miaraka manaraka ireto :

- ny sosaiety dia tsy maintsy mahazo eo anivon'ny EDBM, alohan'ny fanatontosana farany ireo taratasy famindrana ny fananan-tany, ny fahazoan-dalana lazaina « Fahazoan-dalana hahazo tany » izay omena ao anatin'ny fepetra voalaza amin'ny andininy faha-19 manaraka ato aoriana ;
- ny fanana tany dia tsy maintsy alefa manokana ary mandritra ny fotoana maharitra amin'ny fanatanterahana asa ara-barotra, indrindra ara- indostria, arapizahan-tany na asa na asam-pambolena mba amidy amin'izao na aorian'ny fanatanterahana ny fanajariana na ny fanamboarana.

b- Ireo olona ara-batana na ara-tsaina vahiny dia tsy afaka mahazo mivantana ny tany. Na dia izany aza, afaka manao malalaka, ary tsy misy fahazoan-dalana mialoha ny fifanarahana maharitra momba ny fanofanana izay maharitra sivy amby sivy fola taona azo havaozina izy ireo.

#### **And.19. -Fahazahoan-dalana hahazo tany**

1. Ny fahazoan-dàlana hahazo tany dia omena eo anivon'ny EDBM izay Miasa ho an'ny Minisitery miandraikitra ny Fananan-tany, araka ny fangatahan'ny mpamatsy vola, izay mba hanatontosana an'izany, mametraka ny antontan-taratasy eo amin'ny EDBM izay misy ireto taratasy manaraka ireto:

- fangatahana an-tsoratra atolotra amin'ny taratasy fenoina vita pirinty omen'ny EDBM;
- fanolorana ny asa voavinavina sy ireo antony fanamarinana ny fahazahoana ny tany natokana amin'ny fanatontosana ny asany ;
- taratasy fanamarinana ny toetran'ilay tany araka ny lalàna ka ny fahazahoana azy dia novinavinaina raha efa voasoratra amin'ny rejisitry ny fanjakana na vita kadasitra ;
- sy ireo antontan- taratasy ilain'ny fanjakanamiandraikitra ny fananan-tany, arakaraka ny zava-misy , amin'ny fanohanana ny fangatahana hahazo tany.

Ny EDBM manome ny mpanao fangatahana ny tapakila nametrahany antontan-taratasy.

2. Io fanomezan-dàlana voalaza io dia tsy midika mihintsy fa fanamarinana ny fananana io tany io fa antontan-taratasy ahafahan'ireo mpandray anjara fotsiny hahavita ireo fombafomba ara-dalàna voalaza amin'ny fanomezana ny tany

3. Ny fananana tany azo araka ny fahazoan-dalana hahazo tany dia azo hamidy malalaka na hafindra, afa-tsy ny fivarotana na famindranaamin'ny olona vahiny.

Ny fananana dia azo omena ara-dalàna ireo sosaiety fehezin'ny lalàna malagasy izay arahin'ny vahiny na rantsamangaika miankina amin'ny vahiny, raha misy ny fahazoana ny fanomezan-dalana hahazo tany omena araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-17eo ambony sy ity andininy ity.

#### **And.20. - Fanatsoahana ny fanomezan-dalana hahazo tany**

Ny fanomezan-dàlana hahazo tany dia mety ho sintonina amin'ireto tranga manaraka ireto :

- tsy fanajàna ny fepetra voatondro amin'ny fahazahoana ny fanomezan-dàlana ny tany, ary indrindra ny fanovàna , tsy misy fanomezan-dalana mialoha, ny fomba fampiasana ny tany amin'ny tanjona hafa ivelan'ireo vinavina famatsiam-bola ;
- tsy fisian'ny fanatanterahana ny vinavina famatsiana, ao anatin'ny enim-bolana manomboka amin'ny fanomezana ny taratasy fananana. Araka ny hevitr'ity paragrafy ity, ny fanatanterahana ireo asa fanamboarana, na fanajariana voalaza n any fanatanterahana ireo fombafomba ara-panjakana, ara-bola na ara-barotra ilaina amin'ny fampandehanana ny asa.

Mialoha ny fanatsoahana ny fahazoan-dàlana hahazo tany, ny mpamatsy vola dia tsy maints yatao ho afaka hampiseho ireo fanamarihana samihafa .Mety homena fepetra fanitsiana izay tsy mihoatra ny telo (3) volana izy rehefa hita ireo fanamarihana samihafa azo.

Ny fanatsoahana ny fanomezan-dàlana hahazo tany dia mitondra avy hatrany amin'ny fanafoanana ny zo fananan-tany sy famindrana ny tany sy ireo fanajariana izay azony amin'ny tanim-panjakana tsy misy onitra. Ny fanorenana, ny fotoavana momba ny indostria, milina dia mijanona ihany anefa ho fananan'ny mpampiasa vola hamokarana izay tsy maintsy maka izany, afa-tsy raha nisy fifanarahana mifanohitra amin'izany.

Ny fanatsoahana ny fanomezan-dàlana hahazo tany dia hita fototra amin'ny alalan'ny didim-pitondrana ombam-panazavana ataon'ny Minisitra miandraikitra ny Fanana-tany, araka ny fangatahanan'ny EDBM na olona hafa afa-manamarina ny tombontsoany ho amin'izany. Ny didim-pitondrana dia tsy maintsy manamarika ny zavatra manamarina ny tsy fanajan'ny mpampiasa vola hamokarana ny fepetra fahazahoana sy fahazoan-dàlana n any adidy aman' andraikitra tsy maintsy zakainy.

Toy izany ihany koa ny fananan'olon-kafa, ary indrindra amin'ny fanangonana fampitrosana- fampanofana.

## **TOKO VI**

### **Fandaminana ny fifanolanana**

#### **Andininy – 21 : Fandaminana ny fifanolanana**

Ny fifandirana eo anivon'ny mpamatsy vola sy ny Fanjakana momba ny fandikana na fampiharana ity lalàna ity dia ho entina eo amin'ny Fitsarana mahefa malagasy, afa -tsy raha toa tsy mfifanaraka ireo mpandray anajara na mifanaraka fa hanaraka fomba fandaminana hafaireo fifanolanana.

Ireo fifanolanana eo anivon'ny mpamatsy vola vahiny sy ny Fanjakana momba ny fandikana na fampiharana ity lalàna ity dia alamina araka ny paika arahinaara-pitsarana na fanelanelanana avy amin' :

- ireo fifanarahana sy fanekena mikasika ny fiarovana ny famatsiam-bola notontosaina eo anivon'ny firenena izay misy ny mpamarsty vola vahiny voakasika, na raha tsy misy;
- Ny fifaanarahana iraisam-pirenena handaminana ireo fifanolanana mikasika ireo famatsiam-bola eo anivon'ny firenenan sy teratanin'ny firenenan hafa nankatoavin'ny Lalàna laharana faha-66-011 tamin'ny 05 jolay 1966.

Na izany aza, raha ohatra ka mpangataka izy teo amin'ny fomba fitsarana, mpamatsy vola vahiny dia afaka, eo amin'ny toerana sy fipetrahan'ny fomba fanombanana voalaza ery ambony, misafidy malalaka mba ho eo ambany fahefan'ny fitsarana mahefa malagasy , no itondrana ny fifanolanana mampifanohitra azy amin'ny Fanjakana.

## **TOKO VII**

### **Fepetra farany**

#### **And. 22. -Fepetra samihafa**

Foanana :

- ireo andininy faha-2 ka hatramin'ny faha-6 amin'ny Lalàna laharana faha-96-015 tamin'ny 13 aogositra 1996 manafonana ny Lalàna laharana faha-89-026 tamin'ny 29 desambra 1989 mikasika ny Fehezan-dalàna momba ny fampiasam-bola hamokarana sy mametra ny antoka ankapobe ny fampisamboram-bola hamokarana eto Madagasikara ireo ny rijan-teny fampiharana momba izany ;
- Ireo andininy faha-11, faha-11 bis ary faha- 11ter amin'ny Lalàna laharana faha-62-006 tamin'ny 06 jona 1962 nasiam-panovàna, mametra ny fandaminana sy ny fanaraha-mason'ny fifindra-monina ;
- Ireo andininy faha-10, faha-11 sy faha-16 amin'ny lalàna laharana faha-2004-052 tamin'ny 28 janoary 2005 momba ny fampiasam-bola fanofàna ary koa ireo fepetra mifanohitra amin'ity lalàna ity.

Haverina hanan-kery: ny andininy faha-18 sy faha-19 amin'ny Didim-panjakana laharana faha- 99-717 tamin'ny 08 septambra 1999 momba ny dokam-barotra mikasika ny fampisamboram-bola momba ny fanana-manaraka araka ny nampandrina azy an-tsoratra talohan'ny Lalàna laharana faha-2004-052 voatondro etsy ambony.

**And. 23.** - Hisy rijan-tenin-didy aman-pitsipika ny lalàna hamaritry ny fombafomba fampiharana ilaina amin'ny fampiharana ity Lalàna ity.

**And. 24.** – Izaio lalàna izao dia mihantra avy hatrny aorian'ny famoahana azy hanan-kery ataon'ny Filohan'ny Repoblika sy raha vao havoaka amin'ny fampielezam-peo na fahitalavitra na atao peta-drindrana na amin'ny fomba fampahafantarana, ankoatry ny famoahana azy amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblikan'i Madagasikara. Hotanterahina izany fa Lalàm-panjakana.

Avoaka hanan-kery ao Antananarivo, 14 janoary 2008  
 Marc RAVALOMANANA.